



BÂTIR ENSEMBLE

**Une France
forte,**

**une France
fière,**

**une Europe
indépendante.**

BÂTIR ENSEMBLE

C'est un fait, il y a une compétition entre des personnalités politiques de la droite et du centre pour déterminer qui est le plus à même d'être candidat devant les Français à l'élection présidentielle et c'est tant mieux. Mais cette compétition doit permettre le rassemblement.

**Et le rassemblement
doit d'abord se faire sur le fond,
sur ce que nous proposons aux Français.**

C'est l'objet de cette plateforme qui a vocation à rassembler par-delà les personnalités et à s'enrichir pour former une plateforme programmatique du centre et de la droite pour 2027. Toutes ces propositions sont issues des projets présentés par nos familles politiques. Ces exigences assument des choix, parfois radicaux, mais elles refusent le populisme, le nationalisme et l'immobilisme.

Remettre la France en ordre aux frontières, dans la rue et dans les comptes

1. Restaurer l'autorité républicaine

Il n'y a pas de République s'il n'y a pas d'autorité. Il n'y a pas de confiance dans l'avenir s'il n'y a pas de sécurité.

La sécurité publique et la justice sont des priorités nationales.

Tous les acteurs (forces de l'ordre, magistrats) doivent bénéficier des moyens adaptés à l'ampleur des défis, pour rétablir un principe élémentaire de refus de l'impunité. Cela doit se traduire par des peines d'emprisonnement **rapidement et réellement appliquées** dès les premières infractions sérieuses. Plus que des lois, ce sont les

moyens humains et techniques et une détermination politique affirmée à chaque échelon qui sont indispensables pour faire respecter les règles, maintenir l'ordre et punir avec fermeté et rapidité toutes les formes de délinquance, des incivilités du quotidien au narcotrafic.

Prendre la maîtrise des flux migratoires est un impératif pour notre cohésion nationale.

Pour être acceptée par les Français et pour qu'elle soit une chance pour les personnes qui nous rejoignent et pour notre pays, **l'intégration n'est pas optionnelle. Elle est obligatoire. Cela signifie un accueil moins nombreux, maîtrisé et choisi, comme le permet désormais le nouveau règlement européen « retour ».** Afin de faire évoluer notre droit pour **définir des**

quotas d'accueil votés par le **Parlement** à échéance régulière, des conditions rigoureuses à l'acquisition des droits sociaux et au regroupement familial et un respect de notre souveraineté quant aux contrôles aux frontières et aux obligations de quitter le territoire français, notre Constitution doit évoluer. **Les Français seront consultés par référendum** pour leur permettre de se prononcer directement sur ces objectifs, sans démagogie mais sans faiblesse.

La République, c'est enfin le refus de toute compromission.

Aucune tolérance à l'égard du racisme et de l'antisémitisme, aucune tolérance à l'égard des violences faites aux femmes et aux enfants, aucune tolérance à l'égard du communautarisme et de l'islamisme.

2. Restaurer nos finances publiques

La dérive des comptes est le symbole et le symptôme d'un Etat qui n'est plus tenu, d'un abandon à la facilité et **d'un transfert de la charge sur les générations à venir**. Rétablir nos finances publiques est une condition absolue de notre souveraineté, de notre crédibilité et de notre capacité d'investir dans l'avenir.

Une loi organique interdira progressivement sur 3 ans tout déficit courant de la sécurité sociale et tout déficit de fonctionnement de l'Etat.

En matière de **retraites**, qu'on le veuille ou non, la démographie suppose des évolutions fortes. Pour y répondre, il faut faire la transparence intégrale sur la situation de nos retraites en particulier dans le secteur public. Mais surtout sans renoncer à des

choix individuels, un **système universel à point géré par les partenaires sociaux**, assurant convergence des régimes particuliers publics et privés, sera mis en place. Il laissera plus de latitude à chacun de choisir son âge de départ en le reculant pour préserver sa pension ou en le maintenant au prix d'une réduction de pension. Ce régime par répartition sera accompagné par un **régime collectif de capitalisation**, propriété de tous les Français, qui permettra de disposer à terme **d'un fonds souverain de plus de 1000 milliards d'euros**, financé par un prélèvement sur la consommation, une TVA souveraine, à même de financer notre économie et en particulier nos entreprises et notre industrie. Des régimes individuels de capitalisation seront encouragés en complément.

Restaurer nos finances publiques passe aussi par une diminution des autres dépenses sociales, notamment avec la mise en place d'une **allocation sociale unique et la responsabilisation de tous les acteurs en matière de santé**.

Afin de procéder aux économies et à la nécessaire réforme de l'Etat :

- un travail vigoureux sur la réduction du train de vie au niveau de l'Etat et des institutions européennes sera engagé. **Dans notre pays, nous réduirons le nombre d'agences et d'opérateurs ;**
- une programmation pluriannuelle sur 5 ans donnant de la visibilité aux gestionnaires pour gagner en productivité sera mise en place ;
- un fonds de modernisation et d'investissement, en particulier pour le numérique, l'intelligence artificielle et le service aux usagers, sera instauré pour accompagner ces transformations ;
- une revue systémique de la qualité des services publics prenant appui sur les avis des Français sera créée.

Les collectivités territoriales devront également prendre leur part du redressement de nos finances publiques.

3. Mettre fin à l'impuissance publique et à la complexité de nos empilements administratifs.

Une réarticulation des échelons de collectivités territoriales sera poursuivie autour de grands principes :

- **donner à la région les moyens d'être une collectivité apte à piloter l'ensemble des politiques publiques** dans les domaines du développement économique et de la cohésion sociale, en coordonnant les départements qui conserveraient des services de proximité mais en cessant d'être des collectivités de plein exercice, avec **la mise en place du conseiller territorial**. Ce redécoupage permet de concilier proximité dans la délivrance de prestations

et économies d'échelle (par exemple entre collèges et lycées) ;

- réarticuler communes et intercommunalités en maintenant les communes et les maires dans leurs pouvoirs de décision mais en transférant les fonctions d'intendance et de fonctionnement courant aux intercommunalités.

Enfin, une clarification des compétences enchevêtrées entre Etat et collectivités territoriales, appuyée sur cette nouvelle gouvernance territoriale, est indispensable.

Libérer les énergies du pays

4. Libérer notre économie et faire du travail la clé de notre rebond.

Il faut réaffirmer l'ambition française : notre mobilisation collective doit en dix ans faire de la France la première puissance économique européenne.

Une grande remise à plat des dispositifs d'aides et des crédits d'impôts sera effectué à rendement constant en contrepartie d'une suppression des impôts de production et d'un retour au taux d'impôt sur les sociétés à 25%.

L'appareil de normes sera transformé pour une part importante en simple guide de références sans avoir de portée prescriptive ou avec une logique de norme subsidiaire (s'appliquant en l'absence de norme négociée entre les acteurs). Une Commission de juristes, de chefs d'entreprises et de personnalités sera chargée sur 18 mois de cet important travail de réécriture de notre droit. Notre agriculture, notre industrie et nos concitoyens ont besoin de cette débureaucratiation. **La France doit redevenir une terre de production agricole, agro-alimentaire, halieutique et industrielle.**

Enfin, le travail doit être puissamment revalorisé pour qu'à l'échelle de la société, nous soyons en capacité de produire plus, de financer notre modèle social et de rattraper nos concurrents dans la compétition économique mondiale. Cela passe par la capacité pour chacun de travailler plus et de travailler plus longtemps.

5. Investir sur l'avenir en faisant de notre jeunesse notre priorité.

L'école républicaine souffre aujourd'hui moins d'un manque de réformes que d'un manque de cap. Elle s'est progressivement éloignée de sa mission première : transmettre, élever, émanciper. À force d'empilement normatif, de centralisation excessive et de renoncements sur les contenus, elle peine à garantir à chaque élève la **maîtrise des savoirs fondamentaux**. Notre école a donc besoin d'un cap, de formation et de confiance dans ses personnels, d'autonomie dans les établissements. **Un grand mouvement d'autonomie des établissements scolaires** et de pacte pluriannuel permettant d'améliorer les taux d'encadrement sera conduit en profitant de la baisse démographique.

Dans l'enseignement supérieur et la recherche, il faut prolonger l'autonomie des universités – actuellement non achevée – en diversifiant les ressources et en allégeant les contraintes et développer notre recherche, publique et privée.

Nous devons réinvestir dans les sciences, tant les enjeux des prochaines années sont cruciaux en terme d'IA, de défense, de santé, d'environnement et de réindustrialisation.

Nous nous fixons comme objectif d'augmenter de 50% par an le nombre d'ingénieurs formés, avec un effort particulier en direction des femmes.

Enfin, l'enfance doit être notre priorité collective, avec une **politique familiale** renforcée pour permettre à chacun de traduire son désir d'enfants, pour réformer drastiquement la protection de l'enfance et pour préserver nos enfants des réseaux sociaux.

6. Faire progresser l'influence de la France en Europe et dans le monde.

L'Europe a toujours été une ambition française depuis 1950. Les Français restent profondément attachés à l'Europe tout en ayant une triple exigence : plus de protection de nos intérêts, tant sur le plan économique que sur le plan de la sécurité. Plus de subsidiarité avec un échelon européen qui se concentre sur les **grands enjeux communs prioritaires** et non sur la gestion excessivement bureaucratique du quotidien. Plus de proximité et de démocratie, avec une gouvernance plus transparente et responsable.

Il faut relancer **l'Europe de la souveraineté** dont chaque jour qui passe démontre l'absolue nécessité face au désengagement de notre partenaire américain

historique et aux menaces dans le monde. La bonne articulation entre souveraineté nationale et indispensable solidarité européenne passe par la réaffirmation du pilotage politique du projet européen par les gouvernements, la Commission étant chargée de la mise en œuvre des politiques agréées collectivement et validées démocratiquement.

Cela passe par la mise en place d'un Conseil de sécurité européen et de défense, pour faire face avec la réactivité nécessaire aux défis stratégiques en matière de défense et de politique étrangère. Une approche la plus consensuelle possible reste à privilégier sans s'interdire la mise en place de coalitions volontaires.

La France doit également valoriser sa singularité stratégique et géographique.

Son siège au conseil de sécurité de l'ONU, **sa dissuasion nucléaire**, son rôle central au sein de l'Union européenne et de l'OTAN, ses partenariats diversifiés et anciens, ainsi que sa présence

sur tous les continents à travers **ses territoires d'Outre-Mer et la langue française** lui confèrent un statut et des responsabilités particulières. Présente dans les trois océans du monde avec une zone maritime économique de 11 millions de km², la France doit aussi avoir l'ambition d'une vraie politique maritime.

Il faut s'appuyer sur nos **outremers** et que chaque territoire valorise ses atouts et ses ressources : énergies nouvelles, productions locales, spatial, biodiversité, mise en œuvre des ressources des océans, transport maritime, tourisme, ...

Enfin, nos **compatriotes vivant et travaillant à l'étranger** sont une force pour l'influence de notre pays. Ils doivent être accompagnés et soutenus en matière de sécurité et d'éducation.

7. Associer les Français à notre prospérité

Des mesures d'accroissement de la participation et de l'intéressement des Français à la réussite de notre appareil

de production seront prises pour que **chaque entreprise, à partir d'une certaine taille, soit détenue à au moins 5% par ses salariés**. Elles permettront à la fois de muscler les fonds propres des entreprises détenus par les Français et d'aligner les intérêts des travailleurs et de l'appareil productif. Par ailleurs, pour les entreprises pour lesquelles aucune solution de succession des dirigeants n'est identifiée, la reprise par les salariés sera encouragée.

La confiance et **le dialogue social** sont des facteurs de compétitivité. La participation aux organes de direction des salariés sera encouragée. Les partenaires sociaux seront, à chaque niveau, encouragés à trouver des accords sans interférence de l'Etat, en particulier pour définir et adapter les règles applicables dans les entreprises.

Un grand programme d'embellissement de nos villes et de nos campagnes par une politique active de rénovation, suppression des friches, verdissement des zones d'activité et commerciales sera mené avec les collectivités locales. **Un effort particulier en faveur du patrimoine** sera réalisé, avec une incitation renforcée au mécénat.

Protéger les Français

8. Assurer notre défense et notre souveraineté

Les bouleversements géopolitiques et les évolutions technologiques intervenus au cours des dernières années ont accouché d'un monde plus dangereux que jamais. Il n'y a pas de liberté sans souveraineté et de souveraineté sans capacité de défense.

Dans la continuité de ces dernières années, nous porterons progressivement l'effort de défense à 3% de la richesse nationale.

Outre le modèle d'armée, ce sont également notre modèle industriel et notre action diplomatique qui doivent être adaptés. Un nouveau Livre Blanc actera les décisions prises.

De même, nous devons assurer notre souveraineté technologique faute de quoi nous serons dépendants de puissances étrangères qui n'ont pas les mêmes intérêts que nous. C'est particulièrement crucial en matière de cloud de **quantique et d'intelligence artificielle, où nous devons contribuer à construire des champions européens.**

Enfin, il faut mettre en œuvre et faire monter en puissance le nouveau service national volontaire.

9. Maintenir notre cohésion sociale

Notre cohésion sociale s'appuie sur trois composantes : un attachement à notre pays qui passe par l'intégration de tous à nos valeurs, des institutions de protection collective en matière de famille et de santé issues de l'après-guerre et des filets de sécurité pour ceux qui connaissent des accidents de la vie.

Cette cohésion est aujourd'hui minée par un modèle qui, au-delà même des retraites, peine à financer notre protection sociale. Elle est enfin minée par la superposition de multiples dispositifs d'aide sociale qui ne garantissent plus toujours que le travail paie plus que l'assistance.

Une allocation sociale unique sera mise en place, pour limiter ce qu'il est possible de recevoir par les allocations sociales par rapport au travail.

Dans le même temps, une refondation de notre protection maladie articulée autour d'un maillage effectif du territoire garantissant un meilleur accès aux soins pour tous les Français. 80 % des pathologies cardiovasculaires sont évitables : il faut un **développement massif de la prévention** et une responsabilisation accrue des professionnels, des patients et des mutuelles dans l'efficacité des dépenses de santé. L'engagement de chacun en matière de prévention sera encouragé et incité, avec un niveau différencié de prise en charge selon le suivi du parcours de dépistage et de prévention. Nous devons également accentuer nos efforts collectifs en matière de santé mentale.

La cohésion de notre pays, c'est aussi partager des engagements et des émotions collectives. Notre **politique culturelle** doit valoriser ce qui fait la singularité française : créer, transmettre, protéger et rayonner. Nous devons nous appuyer sur le grand événement fédérateur que vont être les Jeux olympiques d'hiver Alpes 2030, pour encourager le **développement du sport** partout et pour tous et l'encouragement du bénévolat.

10. Prendre résolument le chemin de la croissance écologique

Le défi écologique, même s'il passe souvent en arrière-plan face aux fins de mois difficiles et aux événements du monde, doit demeurer une boussole majeure de notre action. Le débat ne doit pas se structurer entre croissance et décroissance : il faut que la France prenne résolument le chemin de la **croissance écologique**. C'est ce que nous appelons l'écologie gagnante. Elle n'est ni punitive, ni paternaliste, encore moins naïve. L'écologie gagnante, c'est celle qui développe la production d'énergie, en particulier nucléaire, sur notre territoire. L'écologie gagnante, c'est celle qui permet à la France d'assurer sa souveraineté tout en participant à ce grand combat. L'écologie gagnante, c'est celle qui permet à nos entreprises de gagner en compétitivité, en investissant dans l'avenir avec la réindustrialisation verte.

L'écologie gagnante c'est celle qui permet d'anticiper et d'améliorer la prévention contre les risques. L'écologie gagnante, c'est celle qui permet aux Français de préserver leur environnement et ce qui fait l'âme de notre Nation, sans creuser la fracture sociale.

Les crises énergétiques sont appelées à se renouveler, elles doivent être des occasions pour aider les Français à passer le cap de l'électrification.

Pour atténuer notre empreinte carbone, nous devons marcher sur nos deux jambes : d'abord poursuivre nos efforts nationaux, en particulier dans les trois secteurs clés : le transport avec l'**électrification** du parc automobile, le logement avec un plan pour les énergies renouvelables thermiques, et l'industrie avec une véritable **préférence européenne dans nos achats**. Mais il faut aussi s'attaquer à l'autre moitié du chemin, **en décarbonant nos importations**. Cela nécessite une réciprocité totale vis-à-vis de nos partenaires commerciaux et un contrôle strict à nos frontières. Nous ne pouvons plus laisser entrer des produits qui ne respectent pas nos normes et qui polluent plus que les nôtres.

Au niveau international, européen et national, un engagement sans faille pour la transition vers une énergie décarbonée, vers des usages plus sobres et vers une adaptation accrue aux risques climatiques sera conduite, avec des outils incitatifs et prescriptifs tout en accompagnant les moins aisés dans cette transition.

*

Au-delà de ces grands axes programmatiques, il est essentiel que nous soyons d'accord sur la méthode. D'une part, la manière de gouverner doit évoluer. Un retour aux principes de la Vème République est essentiel. Il doit se faire autour d'un Président qui définit les grandes orientations, porte la voix de la France en Europe et dans le monde, est le chef des Armées et reste à l'écoute des Français. Il doit se faire avec **un Gouvernement qui**

a les moyens de gouverner, d'une administration efficace et neutre où domine la méritocratie sur l'esprit de clan. Il doit se faire autour d'un Parlement qui représente les différentes orientations politiques exprimées par les Français tout en permettant un débat démocratique ordonné et le soutien à la conduite d'une politique stable et efficace. D'autre part, **il faut se préparer ensemble à gouverner, dans le cadre d'un esprit de coalition.**

Le temps des partis uniques est terminé. Cela suppose un accord programmatique entre les formations politiques du centre et de la droite sur une plateforme commune, **un travail de préparation collective** pour concrétiser la volonté de changement dès l'été 2027 et sans perdre un seul instant. **Ce qui doit nous rassembler c'est l'exigence de la vérité, le courage de la rupture.**

Construisons ensemble !

Merci pour vos réactions critiques et contributions.

Michel Barnier
Député de Paris

9 Rue de Bourgogne
75007 Paris

contact@michel-barnier.fr



BÂTIR ENSEMBLE

